



ADMINISTRATION GENERALE

Extrait du registre des arrêtés municipaux

ARRÊTÉ

N° SG 2023-40

Le Maire de Bayeux,

VU le Code Général des collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-28 et L.2212-5 ;

VU le Code Civil et notamment les articles 2224 - 2276 - 2279-2 ;

VU le Décret du 2 Mai 1903 relatif aux objets abandonnés sur la voie publique ;

VU la Directive du 4 Février 2004 du Commissariat aux ventes des Domaines sur la reversion des objets trouvés.

CONSIDERANT que les objets perdus et trouvés sur le territoire communal de Bayeux doivent faire l'objet d'une réglementation

ARRÊTE

Article 1^{er} - Tout objet trouvé sur la voie publique ou dans un lieu public doit être déposé et déclaré au bureau des objets trouvés situé dans les locaux de la Police Municipale au n° 2 place Saint Patrice à Bayeux, durant les heures d'ouverture du bureau de 8 heures 30 à 12 heures 00 et de 13 heures 30 à 17 heures 30.

La personne qui a trouvé l'objet est juridiquement dénommée « l'inventeur ».

Les objets de valeur (bijoux, numéraire...) seront déposés et conservés dans l'armoire forte du poste de Police Municipale.

Un local sera affecté pour les objets encombrants.

Article 2 – Enregistrement des objets trouvés lors du dépôt d'un objet trouvé, l'inventeur n'est pas tenu de décliner son identité ni son adresse mais il doit préciser le jour, l'heure et le lieu de la trouvaille.

Tout objet déposé par l'inventeur est enregistré informatiquement.

Le service des objets trouvés est ensuite chargé de procéder aux investigations nécessaires aux fins de permettre la restitution de l'objet à son propriétaire.

Article 3 – Les pièces administratives, telles que cartes nationales d'identité, de séjour, passeport, permis de conduire..., seront, après vérification d'adresse et après un délai de garde de huit jours, transmises aux Mairies ou renvoyées en Préfecture concernées.

Les cartes bancaires et les chéquiers seront transmis aux organismes bancaires concernés.

Article 4 – Les denrées alimentaires seront immédiatement mises au rebut.

Article 5 - En ce qui concerne les médicaments, don en sera fait aux gestionnaires participant aux collectes, pour acheminement vers les associations spécialisées ou déposé dans une pharmacie.

Hôtel de ville-19 rue laitière-BP21215-14402 Bayeux Cedex-tél.02 31 51 60 60-fax 02 31 51 60 70
WWW.bayeux.fr

Le Maire de Bayeux :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de la publicité prévue par les textes.



ADMINISTRATION GENERALE

Article 6 - Les produits dangereux, toxiques, solides ou liquides seront confiés aux services du Centre de Secours, sans délai.

Article 7 - Les clefs seront conservées pour une durée de trois mois puis détruites.

Article 8 - Les « épaves » susceptibles de détérioration par oxydation, moisissures, telles que papiers, livres, objets de cuir, parapluie, produits cosmétiques, osier, photos, radiographies..., seront conservées par le service gestionnaire pendant un délai de deux mois. Passé ce délai, elles seront, en fonction de leur état, soit transmises au service du Domaine à l'unité ou par lot, soit détruites.

Article 9 - Les vêtements, couvertures et tous objets en tissu, laine, et autres matières textiles, s'ils ne sont pas réclamés et passé le délai de garde de deux mois, seront confiés à une association caritative.

S'ils sont en mauvais état ou sales, ils seront immédiatement détruits par le service gestionnaire.

Article 10 - Les objets métalliques susceptibles d'oxydation tels que outils etc..., seront, passé un délai de trois mois, confiés pour destruction à un service compétent (fonderie, serrurerie ou organisme de recyclage...).

Article 11 - Les montres, appareils photos, téléphones portables, porte-monnaie, portefeuille ainsi que les bijoux fantaisies..., seront, après une durée de conservation d'un an, remis au Service du Domaine à l'unité ou par lot.

Article 12 - Les lunettes solaires ou de vue, après une durée de conservation d'un an, seront données aux centres d'optique, qui les collectent pour les acheminer vers les associations spécialisées.

Article 13 - Les objets anciens, dits de collection, les valeurs estimées ou non, les objets rares, les pièces de monnaie..., après une durée de conservation de trois ans par le service gestionnaire, seront déposées au Service du Domaine.

Article 14 - Les valeurs en numéraire seront au terme du délai de conservation d'un an, reversées avec procès-verbal au CCAS de Bayeux.
Copie du procès-verbal sera transmis au Service du Domaine.

Article 15 - Les cycles et les cyclomoteurs trouvés en l'état et ne permettant pas l'identification du propriétaire, pourront être cédés à titre gracieux, après un délai de garde d'un an, à une association en faveur des plus démunis, une association en faveur de la jeunesse ou au service des domaines.

Un procès-verbal de cession gracieuse sera établi.

Article 16 - Pour tout objet gardé, précision sera apportée auprès de l'inventeur qu'après les délais de garde réglementaires, il pourra prendre possession de l'objet mais n'en sera propriétaire qu'après le délai de cinq ans (délai de la prescription acquisitive). Un certificat sera remis à l'inventeur désirant conserver l'objet.

S'il y a revendication du propriétaire légitime, celui-ci devra apporter la preuve de son droit de propriété sur les dits objets.

Hôtel de ville-19 rue laitière-BP21215-14402 Bayeux Cedex-tél.02 31 51 60 60-fax 02 31 51 60 70
WWW.bayeux.fr

Le Maire de Bayeux :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de la publicité prévue par les textes.




ADMINISTRATION GENERALE

Article 17 – La remise d'un objet à son propriétaire fera l'objet d'un procès-verbal de restitution.

Article 18 – Monsieur le Maire, Monsieur le receveur des Impôts, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

A l'Hôtel de Ville, le deux janvier deux mille vingt trois

 Le Maire
Patrick GOMONT